

# DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

**Référence : 1167 - 12.10.25**

Le 22/10/2025



Bien :

**Bâtiment**

Adresse :

**route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)  
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

Numéro de lot :

Référence Cadastre : **NC**

## PROPRIÉTAIRE

Grande Chancellerie De La Légion D'  
Honneur GIRARDOT Yves  
1 Rue de Solférino  
75007 PARIS

## DEMANDEUR

Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur  
GIRARDOT Yves  
1 Rue de Solférino  
75007 PARIS

Date de visite : **13/10/2025**

Opérateur de repérage : **BAGAYOKO  
MOUSSA**

## NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS

**RAPPORT N° 1167 - 12.10.25**

**Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique**

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Type de bien : <b>Bâtiment</b>	
Adresse : <b>route des Loges (Saint-Germain-en-Laye) 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b>	Réf. Cadastre : <b>NC</b>  Bâti : <b>Oui</b> Mitoyenneté : <b>Oui</b>  Date de construction : <b>Antérieur au 1er janvier 1949</b>
Propriétaire : <b>Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves</b>	

### CONSTAT AMIANTE

**Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante**

### EXPOSITION AU PLOMB

**Des revêtements dégradés contenant du plomb (classe 3) ont été mis en évidence et Des revêtements non dégradés, non visibles (classe 1) ou en état d'usage (classe 2) contenant du plomb ont été mis en évidence.**

# RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX

Arrêté du 16/07/2019

R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du Code du Travail issu du décret 2017-899 du 9 mai 2017 modifié par le décret 2019-251 du 27 mars 2019 **Norme NF X 46-020 d'août 2017**



Nature du bâtiment	<b>Bâtiment</b>
Adresse	route des Loges (Saint-Germain-en-Laye) 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Cat. du bâtiment	Autres
Réf. Cadastre	NC
Permis de construire	
Propriétaire	Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves
Adresse	1 Rue de Solférino 75007 PARIS
Donneur d'ordre	Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves
Adresse	1 Rue de Solférino 75007 PARIS
Téléphone(s)	Tél. Fixe 01 40 62 84 17

Numéro de rapport	<b>1167 - 12.10.25 A</b>		
Date de la commande	<b>12/10/2025</b>	Date du repérage	<b>13/10/2025 au 13/10/2025</b>
Date d'émission du rapport de repérage	<b>22/10/2025</b>		
Référence du programme de travaux défini par le donneur d'ordre			

## SIGNATAIRE DU RAPPORT

Signature et Visa	Opérateur de repérage :
 <div> <b>GPEI</b> GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  7 Place de la Résistance et de la  Déportation 93200 Saint-Denis  Tel: 0149176525-0778833822  www.gpeimmo.com  contact@gpeimmo.com  m.bagayoko@gpeimmo.com  N° SIRET : 894 799 444 00019 </div>	<b>BAGAYOKO MOUSSA</b> <b>GRAND PARIS EXPERTISE IMMO</b> <b>Le 22/10/2025</b>

Rapport(s) précédemment réalisé(s) :

Aucun

Rappel de la conclusion (détails, voir chapitre 4)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

Amiante

PAGE DE GARDE	
SIGNATAIRE DU RAPPORT .....	1
SOMMAIRE .....	2
TERMES ET DÉFINITIONS .....	3
DESCRIPTION DE LA MISSION .....	5
OBJET DE LA MISSION .....	5
IDENTIFICATION COMPLETE DES DIFFERENTS INTERVENANTS ET PARTIES PRENANTES .....	5
IDENTIFICATION COMPLETE DU BATIMENT CONCERNE .....	5
IDENTIFICATION DU BIEN CONCERNE .....	5
PROGRAMME DE TRAVAUX .....	5
CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE .....	5
PERIMETRE DU REPERAGE : LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES (ZONE D'INTERVENTION) .....	5
RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES .....	6
CONCLUSIONS .....	6
LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE REPERES .....	6
INVESTIGATIONS APPROFONDIES ET/OU MOYENS D'ACCÈS SPÉCIFIQUES À METTRE EN ŒUVRE .....	6
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE .....	6
DATES ET NATURE DES VISITES SUR SITE .....	6
ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME NF X 46-020 .....	6
CONDITIONS D'INACCESSIBILITE OU D'IMPOSSIBILITE DE REALISER DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES .....	6
RESULTATS DU REPERAGE .....	6
RESULTATS DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE .....	6
LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES .....	7
COMMENTAIRE SUR LA MISSION .....	7
RAPPEL DES OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE CONCERNE PAR LA MISSION DE REPERAGE .....	7
ANNEXE : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION .....	8
ELEMENT : PLAFOND .....	8
ELEMENT : PLAFOND .....	8
PRELEVEMENT : P001 .....	9
PRELEVEMENT : P002 .....	9
PRELEVEMENT : P003 .....	10
PRELEVEMENT : P004 .....	10
PRELEVEMENT : P005 .....	11
ANNEXE : PLANS ET/OU CROQUIS .....	12
PLANCHE DE REPERAGE USUEL .....	13
ANNEXE : PROCES VERBAUX D'ANALYSE .....	14
DOCUMENT 1 .....	14
ANNEXE : CERTIFICAT DE COMPETENCE .....	19
ANNEXE : ATTESTATION D'ASSURANCE .....	20

# TERMES ET DÉFINITIONS

Pour les besoins du présent document, les termes et définitions suivants s'appliquent. (Source : Norme NF X 46-020)

Couche d'un produit ou d'un matériau	Élément d'un matériau ou produit pouvant être distingué des autres éléments par l'examen visuel ou par l'analyse
Démolition	Opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment
Donneur d'ordre	Toute personne physique ou morale qui commande une mission de repérage de l'amiante dans un immeuble bâti. Cette personne peut être le propriétaire, le syndic, un locataire, une entreprise, un maître d'ouvrage, un chef d'établissement, etc.
Échantillon	Partie représentative d'un (ou plusieurs) produit(s) ou d'un (ou plusieurs) matériau(x) résultant d'un prélèvement, et ayant vocation à être analysée en laboratoire Partie limitée d'un ouvrage de référence qui est utilisée pour le représenter et le cas échéant, comparer ses propriétés à celles d'autres parties d'ouvrage, en vue de caractériser une zone présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO)
Inspection visuelle	Recherche visuelle en vue d'identifier, parmi les parties d'ouvrages présentes dans l'immeuble, les matériaux ou produits prévus par le programme de repérage de la mission
Investigation approfondie	Action nécessaire à l'inspection visuelle de la composition externe ou interne d'un ouvrage ou d'un volume. Les investigations approfondies sont de deux types : - investigation approfondie destructive qui nécessite une réparation, une remise en état ou un ajout de matériau ou qui fait perdre sa fonction à l'ouvrage
Investigation approfondie non destructive Investigation approfondie complémentaire	Investigation devant être réalisée juste avant ou entre les différentes étapes des travaux y compris démolition. Ce type d'investigation est très exceptionnel et doit être justifié. Dans ce cas l'opérateur de repérage le précise et en mentionne les motifs dans son rapport
Matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante	Matériau ou produit dont la composition a intégré de l'amiante pendant certaines périodes de sa fabrication et pour lequel la présence ou l'absence d'amiante n'a pas été démontrée NOTE 1 Au titre du présent document, la contamination par des poussières d'amiante d'un matériau ou produit quelconque n'est pas de nature à conférer à ce matériau la qualification de matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante. NOTE 2 On distingue les matériaux et les produits comme suit : Produit : manufacturé, standardisé, mis en oeuvre en l'état (exemple : dalles de sol, dalles de FP...) ; Matériau : réalisé in situ, selon des règles de mise en oeuvre, suite à une préparation à pied d'œuvre (exemple : flocage, enduits, peintures, revêtements bitumineux...)
Matériau ou produit contenant de l'amiante	Matériau ou produit susceptible de contenir de l'amiante pour lequel l'opérateur de repérage a conclu à la présence d'amiante NOTE Au titre du présent document, la contamination par des poussières d'amiante d'un matériau ou produit quelconque n'est pas de nature à conférer à ce matériau la qualification de matériau ou produit contenant de l'amiante.
Opérateur de repérage	Personne physique qui réalise une mission de repérage de l'amiante dans un immeuble bâti dans le cadre d'une commande
Ouvrage	Résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique dans un immeuble bâti. Un ouvrage peut comporter une ou plusieurs parties NOTE 1 Les ouvrages à considérer sont les composants de la construction, classés en listes. NOTE 2 Au titre du code de la santé publique, un ouvrage est désigné comme un composant
Partie d'ouvrage	Matériau ou produit dont la destination est d'être incorporé à l'immeuble bâti selon des méthodes ou des montages prédéterminés et dont la présence est indispensable pour qualifier la constitution d'un ouvrage NOTE Au titre du code de la santé publique, une partie d'ouvrage est désignée comme une partie de composant.
Périmètre de repérage	Ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concernés par la mission de repérage
Prélèvement	Acte de prélever une partie représentative d'un (ou plusieurs) produit(s) ou d'un (ou plusieurs) matériau(x)

Programme de repérage	Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter à l'occasion de la mission de repérage. Le programme de repérage dépend des exigences de la réglementation, des objectifs du donneur d'ordre et locaux impactés de façon directe ou indirecte (zones de stockage, cheminements, locaux adjacents...)
Programme de travaux	Document contenant a minima la liste détaillée des travaux et la localisation précise de la zone d'intervention : zone de travaux effectifs
Repérage	Mission visant à rechercher, dans les immeubles bâtis, les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, puis à identifier et localiser ceux qui en contiennent NOTE Selon la mission, le repérage peut comprendre également l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Sondage	Action qui permet de s'assurer que des matériaux ou produits sont semblables dans le but, notamment, de déterminer des zones présentant des similitudes d'ouvrage NOTE 1 Au moment du sondage, la présence ou l'absence d'amiante dans les matériaux ne sont pas nécessairement connues. NOTE 2 Le sondage n'est pas un prélèvement.
Zone présentant des similitudes d'ouvrage (« ZPSO »)	Partie d'un immeuble bâti dont les ouvrages et les parties d'ouvrage sont semblables

# 1

## DESCRIPTION DE LA MISSION



### 1.1 OBJET DE LA MISSION

Références de l'ordre de mission : **1167 - 12.10.25**

### 1.2 IDENTIFICATION COMPLETE DES DIFFERENTS INTERVENANTS ET PARTIES PRENANTES

Propriétaire de l'immeuble	GIRARDOT Yves
Demeurant	1 Rue de Solférino 75007 PARIS
Représenté par	
Commanditaire du repérage	Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves
Opérateur ayant réalisé le repérage	Monsieur BAGAYOKO MOUSSA
Nom et adresse de l'entreprise	GRAND PARIS EXPERTISE IMMO 18 Boulevard Gallieni 92230 GENNEVILLIERS
N° de Siret	89479944400019
RCP-compagnie-n° de police	LIBERTY MUTUAL INSURANCE EUROPE LIMITED -ACADUG-003

### 1.3 IDENTIFICATION COMPLETE DU BATIMENT CONCERNE

Dénomination	
Adresse complète	route des Loges (Saint-Germain-en-Laye) 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Référence Cadastre	NC

### 1.4 IDENTIFICATION DU BIEN CONCERNE

Date du PC	Non communiquée	Date de construction	Antérieur au 1er janvier 1949
Type et Fonction principale du bien	Bâtiment	Tertiaire	
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bien concerné	Aucun		
Historique du site	Non communiqué		

# 2

## PROGRAMME DE TRAVAUX



Le programme de travaux envisagé par le Donneur d'Ordre prévoit

Référence	
Description succincte	(Dépose des faux plafond existant, passage des réseaux, passivation des fers de la structure du plancher haut-Réfection du faux-plafond)

# 3

## CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE



### 3.1 PERIMETRE DU REPERAGE : LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES (ZONE D'INTERVENTION)



#### Parties d'immeuble concernées

N° local	Parties d'immeuble visitées	Statut
1	Salle De Mandrin	Concernée

Amiante

## Programme de repérage

Liste des composants et parties de composants à inspecter découlant du programme des travaux, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 et du tableau A.1 de la norme NFX 46-020 de 2017 :

### 3.2 RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES

Néant

## 4

## CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante



### LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE REPERES

Aucun



### INVESTIGATIONS APPROFONDIES ET/OU MOYENS D'ACCÈS SPÉCIFIQUES À METTRE EN ŒUVRE



**Locaux, Parties de locaux ou Parties d'immeuble bâti non accessibles**

Aucun

## 5

## CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

### 5.1 DATES ET NATURE DES VISITES SUR SITE

Néant

### 5.2 ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME NF X 46-020

Sans Objet

### 5.3 CONDITIONS D'INACCESSIBILITE OU D'IMPOSSIBILITE DE REALISER DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES

Néant

## 6

## RESULTATS DU REPERAGE

### 6.1 RESULTATS DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Type de document	Statut	Document
Programme de travaux	remis	Programme de travaux



## 6.2 LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES

N° local	Local / Partie d'immeuble	Composant et partie de composant	Critères(s) ayant permis de conclure	Présence d'amiante)
1	Salle De Mandrin	Plafond - Faux plafond	Marquage du matériau	Non
		Plafond - Faux plafond	Marquage du matériau	Non
		Plafond - Revêtement dure	Résultat d'analyse (P001)	Non
		Plafond - Plâtre	Résultat d'analyse (P002)	Non
		Plafond - Enduit de plâtre	Résultat d'analyse (P003)	Non
		Plafond - Revêtement dure noir	Résultat d'analyse (P004)	Non
		Plafond - écaillage de peinture	Résultat d'analyse (P005)	Non
		Plafond - Béton - Non peint		Non

## 6.3 COMMENTAIRE SUR LA MISSION

Néant

## 6.4 RAPPEL DES OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE CONCERNE PAR LA MISSION DE REPERAGE

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante – parties privatives » (DAPP) prévu à l'article R. 1334-29-4 I du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante. Il communique ce rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

## ANNEXE : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION



ELEMENT : Plafond

### Emplacement

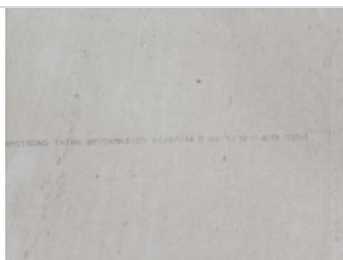


Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Faux plafond	Localisation	Plafond - Plafond
Résultat amiante	<b>ABSENCE D'AMIANTE</b>		



ELEMENT : Plafond

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Faux plafond	Localisation	Plafond - Plafond
Résultat amiante	<b>ABSENCE D'AMIANTE</b>		



## PRELEVEMENT : P001

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	13/10/2025
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Revêtement dure	Localisation	Plafond - Plafond

### Résultat amiante

### ABSENCE D'AMIANTE

#### DESCRIPTION DU PRELEVEMENT

Objet	Support	Taille
Revêtement dure		0 cm



## PRELEVEMENT : P002

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	13/10/2025
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Plâtre	Localisation	Plafond - Plafond

### Résultat amiante

### ABSENCE D'AMIANTE

#### DESCRIPTION DU PRELEVEMENT

Objet	Support	Taille
Plâtre		0 cm



## PRELEVEMENT : P003

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	13/10/2025
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Enduit de plâtre	Localisation	Plafond - Plafond

### Résultat amiante

**ABSENCE D'AMIANTE**

### DESCRIPTION DU PRELEVEMENT

Objet	Support	Taille
Enduit de plâtre		0 cm



## PRELEVEMENT : P004

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	13/10/2025
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	Révêtement dure noir	Localisation	Plafond - Plafond

### Résultat amiante

**ABSENCE D'AMIANTE**

### DESCRIPTION DU PRELEVEMENT

Objet	Support	Taille
Révêtement dure noir		0 cm



## PRELEVEMENT : P005

### Emplacement



Nom du client	GIRARDOT Yves (Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur )	Nom de l'opérateur	BAGAYOKO MOUSSA
Numéro de dossier	1167 - 12.10.25	Date de prélèvement	13/10/2025
Pièce ou local	Salle De Mandrin	Référence du sondage	
Matériau	écaille de peinture	Localisation	Plafond - Plafond

### Résultat amiante

### ABSENCE D'AMIANTE

#### DESCRIPTION DU PRELEVEMENT

Objet	Support	Taille
écaille de peinture		0 cm

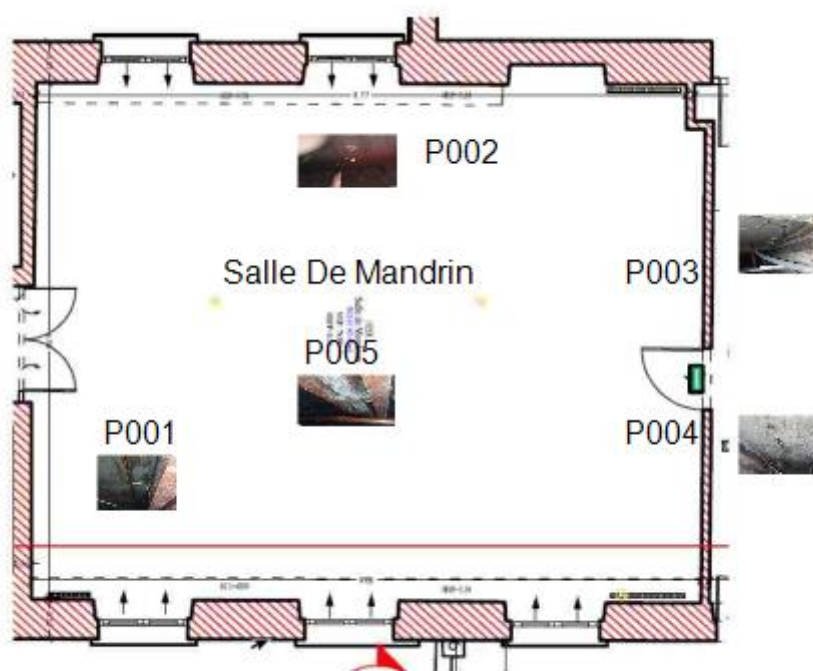
## ANNEXE : PLANS ET/OU CROQUIS

---



## PLANCHE DE REPERAGE USUEL

N° dossier	1167 - 12.10.25				Adresse de l'immeuble	route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)
N° planche	1/1	Version	0	Type		78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Origine du plan	Cabinet de diagnostics				Bâtiment – Niveau	Croquis N°1



# ANNEXE : PROCES VERBAUX D'ANALYSE



## Document 1



3 rue Armand Herpin Lacroix  
35000 RENNES  
Tél : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.99.35.41.42  
www.itga.fr



**afel**  
Made in France

Accréditation n° 1-5967

Portée disponible  
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

### RAPPORT D'ESSAI N° IT152510-7539 EN DATE DU 21/10/2025 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

#### Cliant :

GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  
Moussa BAGAYOKO  
18 Boulevard Gallieni  
92230 Gennevilliers

#### Prélèvement :

Commande ITGA : IT6225-5008  
Echantillon ITGA : IT152510-7539  
Reçu au laboratoire le : 15/10/2025

#### Réf. Cliant :

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le cliant qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	167-12-1025 Route des Loges 78100 St Germain en Laye
Dossier cliant	Route des Loges 78100 Saint-Germain-en Laye
Echantillon	P001 - Revêtement - Salle de Madrin - Plancher Haut
Description ITGA	Matériau plâtreux blanc

#### Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
  - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
  - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

#### Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

#### Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Matériau plâtreux blanc	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : Erwan BELLEC Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.  
Sauf demande particulière et écrite du cliant, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1





3 rue Armand Herpin Lacroix  
35000 RENNES  
Tél : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.99.35.41.42  
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967  
Portée disponible  
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

## RAPPORT D'ESSAI N° IT152510-7540 EN DATE DU 21/10/2025

### RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

#### Client :

GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  
Moussa BAGAYOKO  
18 Boulevard Gallieni  
92230 Gennevilliers

#### Prélèvement :

Commande ITGA : IT6225-5008  
Echantillon ITGA : IT152510-7540  
Reçu au laboratoire le : 15/10/2025

#### Réf. Client :

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	167-12-1025 Route des Loges 78100 St Germain en Laye
Dossier client	Route des Loges 78100 Saint-Germain-en Laye
Echantillon	P002 - Plâtre - Salle de Madrin - Plancher Haut
Description ITGA	Matériau plâtreux blanc

#### Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
  - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
  - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

#### Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

#### Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
▶ Matériau plâtreux blanc	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : Erwan BELLEC Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.  
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1



3 rue Armand Herpin Lacroix  
35000 RENNES  
Tél : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.99.35.41.42  
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible  
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole : ►

## RAPPORT D'ESSAI N° IT152510-7541 EN DATE DU 21/10/2025 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

### Cliant :

GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  
Moussa BAGAYOKO  
18 Boulevard Gallieni  
92230 Gennevilliers

### Prélèvement :

Commande ITGA : IT6225-5008  
Echantillon ITGA : IT152510-7541  
Reçu au laboratoire le : 15/10/2025

**Réf. Cliant :** Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le cliant qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	167-12-1025 Route des Loges 78100 St Germain en Laye
Dossier cliant	Route des Loges 78100 Saint-Germain-en Laye
Echantillon	P003 - Enduit - Salle de Madrin - Plancher Haut
Description ITGA	Matériau gris en faible quantité / Enduit plâtreux blanc

**Préparation** Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
  - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
  - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

### Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

### Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
► Matériau gris en faible quantité non séparable + Enduit plâtreux blanc	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : Erwan BELLEC Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.  
Sauf demande particulière et écrite du cliant, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1

Amiante



3 rue Armand Herpin Lacroix  
35000 RENNES  
Tél : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.99.35.41.42  
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible  
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole : ▶

## RAPPORT D'ESSAI N° IT152510-7542 EN DATE DU 21/10/2025 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

### Cliant :

GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  
Moussa BAGAYOKO  
18 Boulevard Gallieni  
92230 Gennevilliers

### Prélèvement :

Commande ITGA : IT6225-5008  
Echantillon ITGA : IT152510-7542  
Reçu au laboratoire le : 15/10/2025

### Réf. Cliant :

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le cliant qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	167-12-1025 Route des Loges 78100 St Germain en Laye
Dossier cliant	Route des Loges 78100 Saint-Germain-en Laye
Echantillon	P004 - Revêtement - Salle de Madrin - Plancher Haut
Description ITGA	Matériau compact noir / Matériau compact gris hétérogène

### Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
  - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
  - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

### Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

### Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
▶ Matériau compact noir	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB
▶ Matériau compact gris hétérogène	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : Erwan BELLEC Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.  
Sauf demande particulière et écrite du cliant, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1



3 rue Armand Herpin Lacroix  
35000 RENNES  
Tél : 02.99.35.41.41  
Fax : 02.99.35.41.42  
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5967

Portée disponible  
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

## RAPPORT D'ESSAI N° IT152510-7543 EN DATE DU 21/10/2025 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

### Cliant :

GRAND PARIS EXPERTISE IMMO  
Moussa BAGAYOKO  
18 Boulevard Gallieni  
92230 Gennevilliers

### Prélèvement :

Commande ITGA : IT6225-5008  
Echantillon ITGA : IT152510-7543  
Reçu au laboratoire le : 15/10/2025

### Réf. Cliant :

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le cliant qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	167-12-1025 Route des Loges 78100 St Germain en Laye
Dossier cliant	Route des Loges 78100 Saint-Germain-en Laye
Echantillon	P005 - Ecaille de peinture - Salle de Madrin - Plancher Haut
Description ITGA	Peintures multiples en vrac / Matériau plâtreux blanc

### Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
  - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
  - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

### Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique

La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

### Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Peintures multiples en vrac + Matériau plâtreux blanc non séparable	META (A) le 21/10/2025 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : EWB (2)

- (1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.  
(2) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Erwan BELLEC Analyste

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.  
Sauf demande particulière et écrite du cliant, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 26

Page 1 / 1



# ANNEXE : CERTIFICAT DE COMPETENCE



**DEKRA**

## CERTIFICAT

DE COMPETENCES

### Diagnosticteur immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

### Moussa BAGAYOKO

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2290 pour :

- Constat de risque d'exposition au plomb du 26/12/2022 au 25/12/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic amiante sans mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic amiante avec mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine) du 22/03/2023 au 21/03/2030**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic de performance énergétique du 14/11/2019 au 13/11/2024**  
Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments du 14/11/2019 au 13/11/2024**  
Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat de l'installation intérieure de gaz du 26/12/2022 au 25/12/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat de l'installation intérieure d'électricité du 02/12/2023 au 01/12/2030**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.



**Yvan MAINGUY**  
Directeur Général Le Plessis-Robinson, le 01/07/2024



Diagnosticteur immobilier  
certifié\*



Accréditation n° 4-0081  
Portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

DEKRA Certification SAS – [www.dekra-certification.fr](http://www.dekra-certification.fr)  
Immeuble La Boursidière - Porte I - Rue de la Boursidière - 92350 Le Plessis-Robinson – France

# ANNEXE : ATTESTATION D'ASSURANCE



Protection Assurances

## ATTESTATION D'ASSURANCE

La compagnie soussignée, Liberty Mutual Insurance Europe SE, certifie par la présente attestation que :

**Monsieur Moussa BAGAYOKO**  
Grand Paris Expertise Immo (GPEI)  
18 boulevard Gallieni  
92230 GENNEVILLIERS

est titulaire d'un contrat d'assurance Responsabilité Civile souscrit sous le n° **ACADUG-004**, accordant des garanties responsabilité civile professionnelle pour ses activités de diagnostiqueur immobilier comprenant les diagnostics suivants :

- C R E P
- Amiante sans mention
- Amiante avec mention
- Termites Métropole
- D P E
- Gaz
- Électricité
- Mesurage Loi CARREZ
- Mesurage et audit énergétique
- Contrôle des certificats d'économie d'énergie (CEE)

Montant des garanties : 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable pour la période d'assurance du 1<sup>er</sup> juillet 2024 (0h) au 30 juin 2025 (24h).

En foi de quoi, nous délivrons la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit, celle-ci ne pouvant engager la compagnie Liberty Mutual Insurance Europe SE au-delà des limites, termes, conditions et exclusions du contrat auxquels elle se réfère. Cette présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

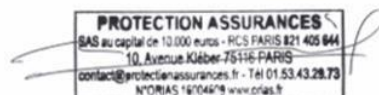
La police produit ses effets sous réserve du règlement de la prime.

Fait à Paris, le 27 juillet 2024

Pour l'Assureur et par délégation :

Protection Assurances

Le Président,  
Bruno SUBERVIE




### PROTECTION ASSURANCES

10 avenue Kleber 75016 PARIS - [contact@protectionassurances.fr](mailto:contact@protectionassurances.fr) - ☎ 01.53.43.29.73

Société de courtage d'assurances au capital de 10.000 euros - RCS PARIS 821 405 644

N° ORIAS 16004609 [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

## CONSTAT DU RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB EN PARTIES COMMUNES

<b>A Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP</b>										
<p>Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini à l'Article L.1334-5 du code de la santé publique, consiste à mesurer la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti permettant d'identifier les situations d'insalubrité.</p> <p>Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).</p> <p>Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...)</p> <p>Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).</p> <p>La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.</p> <p>Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie</p>										
<b>B Objet du CREP</b>										
<input type="checkbox"/> Les parties privatives <input type="checkbox"/> Occupées Par des enfants mineurs : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Nombre d'enfants de moins de 6 ans :					<input type="checkbox"/> Avant la vente <input type="checkbox"/> Ou avant la mise en location					
<input checked="" type="checkbox"/> Ou les parties communes d'un immeuble					<input type="checkbox"/> Avant travaux					
<b>C Adresse du bien</b>					<b>D Propriétaire</b>					
route des Loges (Saint-Germain-en-Laye) 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE					Nom : Grande Chancellerie De La Légion D'Honneur GIRARDOT Yves Adresse : 1 Rue de Solférino 75007 PARIS					
<b>E Commanditaire de la mission</b>										
Nom : Grande Chancellerie De La Légion D'Honneur GIRARDOT Yves Qualité : Administration					Adresse : 1 Rue de Solférino 75007 PARIS					
<b>F L'appareil à fluorescence X</b>										
Nom du fabricant de l'appareil : Niton Modèle de l'appareil : 91679 rtv19666-10 N° de série :					Nature du radionucléide : Date du dernier chargement de la source : 20/03/2024 Activité de la source à cette date :					
<b>G Dates et validité du constat</b>										
N° Constat : 1167 - 12.10.25 P Date du constat : 13/10/2025					Date du rapport : 22/10/2025 Date limite de validité :					
<b>H Conclusion</b>										
Classement des unités de diagnostic :										
Total	Non mesurées		Classe 0		Classe 1		Classe 2		Classe 3	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
4	1	25,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	3	75,00 %	0	0,00 %
Des revêtements non dégradés, non visibles (classe 1) ou en état d'usage (classe 2) contenant du plomb ont été mis en évidence Le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.										
<b>I Auteur du constat</b>										
Signature  GRAND PARIS EXPERTISE IMMO 7 Place de la Résistance et de la Déportation 93200 Saint-Denis Tel: 0149176525-0778833822 www.gpeimmo.com contact@gpeimmo.com m.bagayoko@gpeimmo.com N° SIRET : 894 799 444 00019					Cabinet : GRAND PARIS EXPERTISE IMMO Nom du responsable : BAGAYOKO MOUSSA Nom du diagnostiqueur : BAGAYOKO MOUSSA Organisme d'assurance : LIBERTY MUTUAL INSURANCE EUROPE LIMITED Police : ACADUC 003					

## SOMMAIRE

### PREMIERE PAGE DU RAPPORT

RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE ET DES OBJECTIFS DU CREP .....	1
OBJET DU CREP .....	1
ADRESSE DU BIEN .....	1
PROPRIETAIRE .....	1
COMMANDITAIRE DE LA MISSION .....	1
L'APPAREIL A FLUORESCENCE X .....	1
DATES ET VALIDITE DU CONSTAT .....	1
CONCLUSION .....	1
AUTEUR DU CONSTAT .....	1

### RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES .....3

ARTICLES L.1334-5, L.1334-8 A10 ET R.1334-10 A 12 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE ; .....	3
ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB .....	3

### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION .....3

L'AUTEUR DU CONSTAT .....	3
DECLARATION ASNR ET PERSONNE COMPETENTE EN RADIOPROTECTION (PCR) .....	3
ETALONNAGE DE L'APPAREIL .....	3
LE LABORATOIRE D'ANALYSE EVENTUEL .....	3
DESCRIPTION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER .....	3
LE BIEN OBJET DE LA MISSION .....	3
OCCUPATION DU BIEN .....	3
LISTE DES LOCAUX VISITES .....	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES .....	4

### METHODOLOGIE EMPLOYEE .....4

VALEUR DE REFERENCE UTILISEE POUR LA MESURE DU PLOMB PAR FLUORESCENCE X .....	4
STRATEGIE DE MESURAGE .....	4
RECOURS A L'ANALYSE CHIMIQUE DU PLOMB PAR UN LABORATOIRE .....	4

### PRESENTATION DES RESULTATS .....5

### CROQUIS .....6

### RESULTATS DES MESURES .....7

### COMMENTAIRES .....7

### LES SITUATIONS DE RISQUE .....7

TRANSMISSION DU CONSTAT AU DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE .....	7
---	---

### OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIETAIRES .....8

### ANNEXES .....9

NOTICE D'INFORMATION .....	9
CERTIFICAT DE QUALIFICATION .....	11



## 1 RAPPEL DE LA COMMANDE ET DES REFERENCES REGLEMENTAIRES

Articles L.1334-5, L.1334-8 à 10 et R.1334-10 à 12 du Code de la Santé Publique ;  
Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

## 2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA MISSION

### 2.1 L'auteur du constat

Nom et prénom de l'auteur du constat : <b>BAGAYOKO MOUSSA</b>	Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : <b>DEKRA CERTIFICATION, rue de la Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON</b> Numéro de Certification de qualification : <b>DTI2290</b> Date d'obtention : <b>26/12/2022</b>
--	--

### 2.2 Déclaration ASNR et personne compétente en radioprotection (PCR)

Déclaration ASNR (DGSNR) : <b>T930852</b> Nom du titulaire : <b>GRAND PARIS EXPERTISE IMMO</b>	Date d'autorisation : <b>10/05/2021</b>
---	---

Nom de la personne compétente en Radioprotection (PCR) : **BAGAYOKO MOUSSA**

### 2.3 Etalonnage de l'appareil

Fabriquant de l'étalon : <b>Niton</b> N° NIST de l'étalon :	Concentration : <b>1,04 mg/cm²</b> Incertitude : <b>0,01 mg/cm²</b>
--	--

Vérification de la justesse de l'appareil	N° mesure	Date	Concentration (mg/cm²)
En début du CREP	1	13/10/2025	1,04
En fin du CREP	5	13/10/2025	1,04
Si une remise sous tension a lieu			

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.  
En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

### 2.4 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire : <b>NC</b> Nom du contact : <b>NC</b>	Coordonnées : <b>NC</b>
--	-------------------------

### 2.5 Description de l'ensemble immobilier

Année de construction : <b>Antérieur au 1er janvier 1949</b> Nombre de bâtiments :	Nombre de cages d'escalier : Nombre de niveaux : <b>1</b>
---	--

### 2.6 Le bien objet de la mission

Adresse : <b>route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)</b> <b>78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE</b> Type : <b>Bâtiment</b> Nombre de Pièces : Référence Cadastre : <b>NC</b>	Bâtiment : Entrée/cage n° : Etage : Situation sur palier : Destination du bâtiment : <b>Autres</b>
--	--

### 2.7 Occupation du bien

L'occupant est	<input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Locataire <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet, le bien est vacant	Nom de l'occupant si différent du propriétaire : Nom :
----------------	---	---

### 2.8 Liste des locaux visités

N°	Local
1	Salle De Mandrin

## 2.9 Liste des locaux non visites

Néant, tous les locaux ont été visités.

## 3 METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil à fluorescence X (XRF) à lecture directe permettant d'analyser au moins une raie K du spectre de fluorescence du plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles,... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb).

### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence x

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb : 1 mg/cm<sup>2</sup>

### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

### 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

À titre exceptionnel, l'auteur du constat tel que défini à l'Article R.1334-11 du code de la santé publique peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans les cas suivants :

- lorsque la nature du support (forte rugosité, surface non plane, etc.) ou le difficile accès aux éléments de construction à analyser ne permet pas l'utilisation de l'appareil portable à fluorescence X ;
- lorsque dans un même local, au moins une mesure est supérieure au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais aucune mesure n'est supérieure à 2 mg/cm<sup>2</sup> ;
- lorsque, pour une unité de diagnostic donnée, aucune mesure n'est concluante au regard de la précision de l'appareil.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

Dans ce dernier cas, et quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g.

## 4 PRESENTATION DES RESULTATS

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

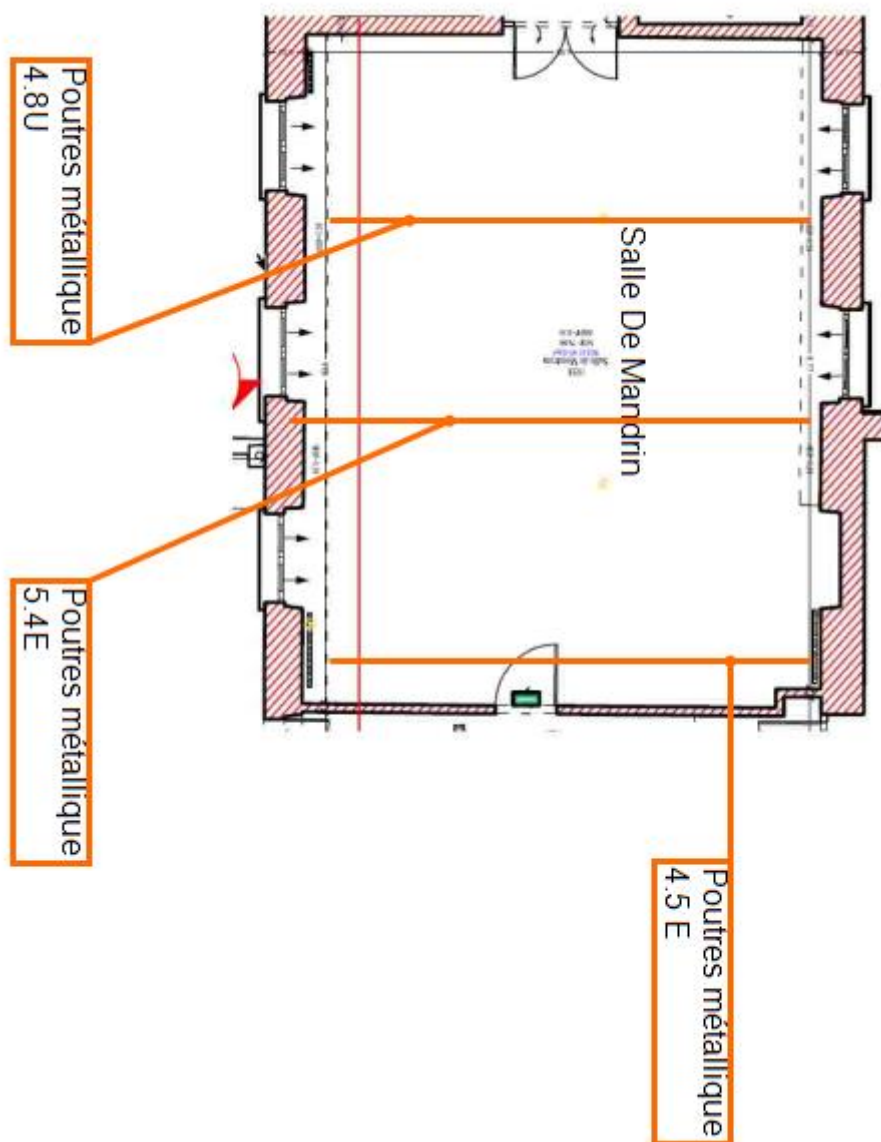
**NOTE** Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

Classement des unités de diagnostic:

Concentration en plomb	Etat de conservation	Classement
< Seuil		0
≥ Seuil	Non dégradé (ND) ou non visible (NV)	1
	Etat d'usage (EU)	2
	Dégradé (D)	3

## 5 CROQUIS

### Croquis N°1



## 6 RESULTATS DES MESURES

Local : Salle De Mandrin										
N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Etat de conservation	Nature de la dégradation	Résultats (mg/cm²)	Classement	Observations
	Plafond	Plafond	Béton	Non peint						Non peint
2	Plafond	Poutres Métallique n°1	Métal	Peinture	C	EU	Ecaillage	4,8	2	
3	Plafond	Poutres Métallique n°2	Métal	Peinture	C	EU	Ecaillage	5,4	2	
4	Plafond	Poutres Métallique n°3	Métal	Peinture	C	EU	Microfissures	4,5	2	
Nombre total d'unités de diagnostic			4	Nombre d'unités de classe 3			0	% de classe 3		0,00 %

LEGENDE			
Localisation	HG : en Haut à Gauche	HC : en Haut au Centre	HD : en Haut à Droite
	MG : au Milieu à Gauche	C : au Centre	MD : au Milieu à Droite
	BG : en Bas à Gauche	BC : en Bas au Centre	BD : en Bas à Droite
Nature des dégradations	ND : Non dégradé		NV : Non visible
	EU : Etat d'usage		D : Dégradé

## 7 COMMENTAIRES

Néant

## 8 LES SITUATIONS DE RISQUE

Situations de risque de saturnisme infantile	OUI	NON
Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
L'ensemble des locaux objets du présent constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Situations de dégradation du bâti	OUI	NON
Plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Traces importantes de coulure ou de ruissellement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'un même local	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Plusieurs unités de diagnostic d'un même local recouvertes de moisissures ou de tâches d'humidité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Transmission du constat au directeur général de l'agence régionale de santé		
Une copie du présent rapport est transmise dans un délai de 5 jours ouvrables, à l'agence régionale de santé de la région d'implantation du bien expertisé si au moins une situation de risque est relevée : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

## 9 OBLIGATIONS D'INFORMATIONS POUR LES PROPRIETAIRES

Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'Article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.»

## 10 ANNEXES

### NOTICE D'INFORMATION

***Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.***

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

#### ***Les effets du plomb sur la santé***

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard.

**L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

#### ***Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb***

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'en 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

**Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Evitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

**En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions**

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

#### **Si vous êtes enceinte**

- Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- Eloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

**Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.**

## Récapitulatif des mesures positives

### Local : Salle De Mandrin

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation	Etat de conservation	Nature de la dégradation	Résultats (mg/cm²)	Classement	Observations
2	Plafond	Poutres Métallique n°1	Métal	Peinture	C	EU	Ecaillage	4,8	2	
3	Plafond	Poutres Métallique n°2	Métal	Peinture	C	EU	Ecaillage	5,4	2	
4	Plafond	Poutres Métallique n°3	Métal	Peinture	C	EU	Microfissures	4,5	2	



**CERTIFICAT DE QUALIFICATION**

# CERTIFICAT

DE COMPETENCES

## Diagnosticteur immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

**Moussa BAGAYOKO**

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2290 pour :

**Constat de risque d'exposition au plomb du 26/12/2022 au 25/12/2029**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Diagnostic amiante sans mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Diagnostic amiante avec mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine) du 22/03/2023 au 21/03/2030**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Diagnostic de performance énergétique du 14/11/2019 au 13/11/2024**

Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments du 14/11/2019 au 13/11/2024**

Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Etat de l'installation intérieure de gaz du 26/12/2022 au 25/12/2029**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

**Etat de l'installation intérieure d'électricité du 02/12/2023 au 01/12/2030**

Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.



Yvan MAINGUY

Directeur Général Le Plessis-Robinson, le 01/07/2024



Accréditation n° 4-0081  
Portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

DEKRA Certification SAS – [www.dekra-certification.fr](http://www.dekra-certification.fr)  
Immeuble La Boursidière - Porte I - Rue de la Boursidière - 92350 Le Plessis-Robinson – France

## CONTRAT DE MISSION – Conditions générales de réalisation de la prestation

Date de Commande : **12/10/2025**

N° de Dossier : **1167 - 12.10.25**

### RENDEZ VOUS

Date du RDV : **13/10/2025**

Heure du RDV : **14:00**

### LIEU DE L'INTERVENTION

Nature du bien : **Bâtiment**

Nombre de pièces :

Immeuble :

Bâtiment : Escalier :

Adresse: **route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)**

Porte :

Etage :

Date du permis de construire :

Code Postal : **78100** Ville : **SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

Annexes : Cave lot n° :

Lot n° :

Garage lot n° :

Référence Cadastre : **NC**

Autres Lots :

### TYPE DE PRESTATION

Prestations : **Constat Amiante - Avant Travaux (2019)** | **CREP Parties communes**

Tarif Total :

(le tarif annoncé est hors prélèvements éventuellement effectués)

### PROPRIETAIRE

Propriétaire : **Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves**

Téléphone : **01 40 62 84 17**

Immeuble :

Portable :

Adresse : **1 Rue de Solférino**

Signature du propriétaire :

Code Postal : **75007**

Ville : **PARIS**

### OPERATEUR

Nom : **BAGAYOKO MOUSSA**

Police d'Assurance : **ACADUG-003**, expire-le : **30/06/2024**

Société : **GRAND PARIS EXPERTISE IMMO**

Adresse : **18 Boulevard Gallieni**

Signature de l'opérateur :

Code Postal : **92230**

Ville : **GENNEVILLIERS**

### DONNEUR D'ORDRE

### ACCOMPAGNATEUR

Nom : **Grande Chancellerie De La Légion D' Honneur GIRARDOT Yves**

Nom : **Vignesh SOMAYA**

Qualité : **Administration**

Signature de l'accompagnateur :

Adresse : **1 Rue de Solférino 75007 PARIS**

Téléphone : **01 40 62 84 17**

### NOTAIRE

Nom :

Nom du représentant :

Adresse :

Date de signature :

Téléphone :

### COMMENTAIRES SUR LA PRESTATION

Contact sur place : **Vignesh SOMAYA**  
**Néant**

## DETAIL DES CONDITIONS CONTRACTUELLES DE REALISATION DE LA PRESTATION

### **1. Les contrôles sont réalisés selon les prescriptions édictées par les textes qui suivent et concernent uniquement et exclusivement les lieux et matériaux visés par ces mêmes textes :**

- Constat amiante : Articles R.1334-29-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ; Arrêtés du 12 décembre 2012 ;
- Etat Termite : Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Arrêté du 29 mars 2007, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF P 03-201 de mars 2012
- Certificat de superficie : loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret N° 97-532 du 23 mai 1997
- Certificat de surface habitable : Loi n°2009-323 du 25 mars 2009, art 78 « Loi Boutin » modifiant l'article 3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989
- Exposition au plomb : Articles L.1334-5, L.1334-6, L.1334-9 et 10 et R.1334-10 à 12 du Code de la Santé Publique ; Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- DPE : Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006, Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006, Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 27 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006, Arrêté du 17 octobre 2012, Arrêté du 24 décembre 2012, Arrêté du 17 Décembre 2020, Arrêtés du 31 Mars 2021
- Gaz : arrêté du 25 juillet 2022 portant reconnaissance de la norme NF P45-500, code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 271-6, R. 271-1 à R. 271-4 et R. 134-6 à R. 134-9 ; arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 modifié par l'arrêté du 24 août 2010, définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz ; arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible
- Electricité : Décret n° 2008-384 du 22 avril 2008. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 10 août 2015 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Fascicule FD C 16-600 de juin 2015.

La société mandatée afin de réaliser le contrôle s'engage à faire exécuter la prestation par un technicien compétent, étant précisé que le champ des compétences du diagnostiqueur dépêché afin de réaliser le contrôle sera limité aux connaissances requises afin de réaliser les seules investigations découlant de la mission confiée.

**2. Consentement :** Conformément à l'Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs, le certifié recueille le consentement des clients en vue de la transmission de leurs coordonnées à l'organisme de certification à des fins de contrôles, selon un modèle de formulaire fourni par les services du ministère chargé de la construction.

**3. Repérage Amiante :** Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de visu (confirmé par des analyses en cas de doute) de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante accessibles sans travaux destructifs et portant sur les composants de la construction énumérés dans les articles R. 1334-20, R. 1334-21 du code de la santé publique (liste A et B).

Cette recherche ne doit comporter aucun démontage hormis ceux nécessités pour permettre l'accès aux composants de constructions. Il ne sera réalisé aucune investigation de structures à l'exclusion de la réalisation de prélèvements ou de sondages des matériaux.

Lorsque certains locaux ou certaines zones devant faire l'objet d'un contrôle ne sont pas accessibles ou qu'il existe un doute sur le fait que la totalité des pièces de l'immeuble concerné a bien été visité, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées.

**4. Etat Termite :** Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.

Examen des produits celluloseux non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.). Examen des matériaux non celluloseux rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.). Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.). Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc. L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

**5. Certificat de superficie - conditions de réalisation de la prestation :** le certificat délivré rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Il n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'est pas opérée par le diagnostiqueur.

### **6. État de l'installation intérieure de gaz**

le donneur d'ordre s'engage à assurer pendant toute la durée du diagnostic, l'accès à tous les locaux et dépendances, que l'alimentation en gaz de l'installation soit effective, le fonctionnement normal des appareils d'utilisation.

l'opérateur de diagnostic attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que sa responsabilité reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée et rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

### **7. État de l'installation intérieure d'électricité**

Le donneur d'ordre s'engage à assurer pendant toute la durée du diagnostic l'accès à tous les locaux et dépendances, et autorise l'opérateur de diagnostic à prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des personnes durant la réalisation de l'état.

### **8. Obligations du propriétaire :**

- Il appartiendra au propriétaire des lieux contrôlés ou à la personne désignée par lui le jour du contrôle de présenter spontanément le titre de propriété sur la base duquel les contrôles seront réalisés.
- A défaut pour le propriétaire de respecter cette obligation, il lui appartiendra, sous son entière responsabilité, et à charge pour lui, à réception du rapport, de vérifier que la totalité des pièces composant l'immeuble ont été examinées, de guider le diagnostiqueur lors de sa visite et de l'introduire dans la totalité des pièces et lieux constituant l'immeuble contrôlé.
- En tout état de cause, il appartiendra au propriétaire, à réception du rapport, et au plus tard avant la signature de l'acte de vente définitif, de vérifier l'exactitude des mentions portées au rapport concernant la matérialité et la composition des lieux décrits audit document.
- Le propriétaire s'engage à signaler tout manquement ou inexactitude.

## AMIANTE - OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

« Le donneur d'ordre notifie par écrit à l'opérateur de repérage les conditions de sécurité et les règles essentielles et particulières de sécurité, liées à la nature des locaux visités et aux activités.

Le donneur d'ordre :

- précise les modalités d'accès et de circulation et désigne un représentant auprès de l'opérateur de repérage ;
- Ce représentant doit avoir une connaissance des lieux inspectés et des éventuelles procédures particulières à mettre en œuvre dans certains locaux. Il indique et facilite l'accès à certaines zones particulières telles que les vides sanitaires, combles, locaux techniques, annexes, dépendances.
- fournit à ce représentant tous les instruments d'accès (clefs, codes), toutes les autorisations nécessaires pour pénétrer dans l'ensemble des locaux, y compris annexes, dépendances et certaines zones particulières telles que vides sanitaires, combles, locaux techniques, pour accéder à l'ensemble des installations techniques, arrêter ou faire arrêter celles-ci, si nécessaire, ainsi que les faire remettre en fonctionnement ;
- vérifie avec l'opérateur de repérage si la présence de personnes dûment habilitées est nécessaire pour permettre la visite de certains locaux (ascenseur, transformateur, etc.).

Le donneur d'ordre ou son représentant finalise avec l'opérateur de repérage l'évaluation des risques formalisée, si nécessaire, par un plan de prévention.

Le donneur d'ordre ou son représentant informe les locataires ou copropriétaires et, d'une manière générale, tous les occupants et exploitants, de l'intervention qui doit être réalisée dans les locaux, et organise leur présence, si nécessaire, pour accéder à certaines zones ; ceci est fait dans des délais suffisants pour qu'il n'y ait aucune restriction d'accès aux locaux pour l'opérateur de repérage.

Le donneur d'ordre ou son représentant prend, à la demande de l'opérateur de repérage, les dispositions pour faire évacuer temporairement les locaux si les investigations de celui-ci le requièrent ; dans ce cas, l'opérateur de repérage définit, si nécessaire, les dispositions utiles à la restitution des locaux pour une réintégration dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

Le donneur d'ordre est tenu :

- de fournir les moyens nécessaires à mettre en œuvre pour accéder à certains matériaux (escabeau, échelle, échafaudage, plate-forme élévatrice de personnes, etc.) et en définit les conditions d'utilisation ;
- en fonction de la mission, de procéder aux démontages nécessitant des outillages et/ou aux investigations approfondies destructives demandés par l'opérateur de repérage ;
- de préciser par écrit, dans le cadre d'une mission « Travaux », les zones dans lesquelles seront réalisées ces derniers, leur nature et, si elles sont connues, les techniques génératrices de nuisances (vibrations, etc.) qui seront utilisées. »



## SYNTHESE DES ATTESTATIONS

RAPPORT N° 1167 - 12.10.25

### ASSURANCE



Protection Assurances

#### ATTESTATION D'ASSURANCE

La compagnie soussignée, Liberty Mutual Insurance Europe SE, certifie par la présente attestation que :

**Monsieur Moussa BAGAYOKO**  
Grand Paris Expertise Immo (GPEI)  
18 boulevard Gallieni  
92230 GENNEVILLIERS

est titulaire d'un contrat d'assurance Responsabilité Civile souscrit sous le n° **ACADUG-004**, accordant des garanties responsabilité civile professionnelle pour ses activités de diagnostiqueur immobilier comprenant les diagnostics suivants :

- C R E P
- Amiante sans mention
- Amiante avec mention
- Termites Métropole
- D P E
- Gaz
- Électricité
- Mesurage Loi CARREZ
- Mesurage et audit énergétique
- Contrôle des certificats d'économie d'énergie (CEE)

Montant des garanties : 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance.

La présente attestation est valable pour la période d'assurance du 1<sup>er</sup> juillet 2024 (0h) au 30 juin 2025 (24h).

En foi de quoi, nous délivrons la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit, celle-ci ne pouvant engager la compagnie Liberty Mutual Insurance Europe SE au-delà des limites, termes, conditions et exclusions du contrat auxquels elle se réfère. Cette présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur.

La police produit ses effets sous réserve du règlement de la prime.

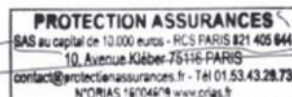
Fait à Paris, le 27 juillet 2024

Pour l'Assureur et par délégation :

Protection Assurances

Le Président,

Bruno SUBERVIE



#### PROTECTION ASSURANCES

10 avenue Kleber 75016 PARIS - [contact@protectionassurances.fr](mailto:contact@protectionassurances.fr) - ☎ 01.53.43.29.73

Société de courtage d'assurances au capital de 10.000 euros – RCS PARIS 821 405 644

N° ORIAS 16004609 [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

## Qualification

DEKRA

# CERTIFICAT

DE COMPETENCES

## Diagnosticteur immobilier certifié

DEKRA Certification certifie que Monsieur

### Moussa BAGAYOKO

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2290 pour :

- Constat de risque d'exposition au plomb du 26/12/2022 au 25/12/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic amiante sans mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic amiante avec mention du 26/07/2022 au 25/07/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine) du 22/03/2023 au 21/03/2030**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic de performance énergétique du 14/11/2019 au 13/11/2024**  
Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments du 14/11/2019 au 13/11/2024**  
Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnosticteurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat de l'installation intérieure de gaz du 26/12/2022 au 25/12/2029**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- Etat de l'installation intérieure d'électricité du 02/12/2023 au 01/12/2030**  
Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.



**Yvan MAINGUY**  
Directeur Général

Le Plessis-Robinson, le 01/07/2024




Accréditation n° 4-0081  
Portée disponible  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Le non-respect des clauses contractuelles peut rendre ce certificat invalide

DEKRA Certification SAS – [www.dekra-certification.fr](http://www.dekra-certification.fr)  
Immeuble La Boursidière - Porte I - Rue de la Boursidière - 92350 Le Plessis-Robinson – France

GENNEVILLIERS le mercredi 22 octobre 2025

**Référence Rapport :** 1167 - 12.10.25  
**Objet :** ATTESTATION SUR L'HONNEUR

**Adresse du bien :**  
route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)  
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

**Type de bien :** Bâtiment  
**Date de la mission :** 13/10/2025

1

Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, je soussigné, MOUSSA BAGAYOKO, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne :

- présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possèdent les certifications adéquates – référence indiquée sur chacun des dossiers),
- ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions (montant de la garantie de 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance),
- n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.

Nous vous prions d'agréer, l'expression de nos salutations distinguées.

MOUSSA BAGAYOKO  
GRAND PARIS EXPERTISE IMMO



Agence régionale de la santé

Adresse CP Ville

**INFOS A RENSEIGNER DANS LA  
MATRICE**

GENNEVILLIERS , le 22/10/2025

Nos Références. : 1167 - 12.10.25

**Objet :** Copie de constat des risques d'exposition au plomb

Monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé,

Le constat des risques d'exposition au plomb effectué dans le bien désigné ci-dessous ayant fait apparaître au moins un facteur de dégradation du bâti (tel que défini par l'Arrêté du 19 août 2011), nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint une copie de ce constat.

**Adresse du bien objet du constat :**

**route des Loges (Saint-Germain-en-Laye)  
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**

**Propriétaire du bien objet du constat :**

**Grande Chancellerie De La Légion D'  
Honneur GIRARDOT Yves  
1 Rue de Solférino  
75007 PARIS**

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, l'expression de nos salutations distinguées.

**Monsieur MOUSSA BAGAYOKO  
GRAND PARIS EXPERTISE IMMO**

